



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 74

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

Présentation

**Présenté par
M. Sam L. Elkas
Ministre des Transports**

**Éditeur officiel du Québec
1990**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier le Code de la sécurité routière en ce qui a trait à la définition de certains véhicules.

Il introduit de nouvelles règles relatives aux véhicules hors normes, notamment en ce qui concerne les sanctions et contrôles en matière de permis spéciaux de circulation, de réglementation relative à l'escorte et de circulation de véhicules hors normes sur certains ponts et viaducs.

De nouvelles règles de circulation sont également prévues afin de mieux encadrer l'interdiction de circuler faite à certains véhicules routiers sur certains chemins publics pour des motifs de sécurité.

Par ailleurs, le projet de loi élargit les dispositions en matière de stationnement pour les personnes handicapées et assouplit quelques normes médicales, entre autres pour permettre dans certains cas à des personnes d'obtenir ou de conserver leur permis de conduire pourvu qu'elles ne constituent pas un danger pour la sécurité du public.

De plus, il interdit de faire le commerce de véhicules de promenade neufs à moins que ces derniers ne portent la marque de sécurité ou une déclaration de conformité délivrée en vertu de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles fédérale.

Enfin, ce projet contient diverses dispositions permettant d'ajuster certains pouvoirs réglementaires du gouvernement.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

- Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2).

Projet de loi 74

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié:

1° par l'addition, à la fin de la définition de « autobus », des mots « , ou équipé de dispositifs d'immobilisation de fauteuils roulants »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne de la définition de « ensemble de véhicules routiers », du mot « automobile » par les mots « routier motorisé »;

3° par le remplacement de la définition de « minibus » par la suivante:

« **minibus** »: un véhicule automobile à deux essieux à roues simples, équipé d'au plus cinq rangées de sièges pour le transport de plus de neuf occupants à la fois ou équipé de dispositifs d'immobilisation de fauteuils roulants; »;

4° par l'insertion, dans la première ligne de la définition de « motocyclette » et après le mot « roues », des mots « , muni à l'avant d'une seule roue reliée directement à un guidon et dont la hauteur du siège, sans charge, est d'au moins 650 mm et »;

5° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes de la définition de « véhicule de promenade », des mots « autre qu'un minibus » par les mots « autre qu'un véhicule équipé de dispositifs d'immobilisation de fauteuils roulants ».

2. L'article 11 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La Régie peut également, dans les cas et aux conditions prévus par règlement, délivrer une vignette d'identification :

1° à une personne handicapée qui n'est pas propriétaire d'un véhicule routier mais qui satisfait à toutes les autres exigences prévues au premier alinéa;

2° à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) qui est propriétaire d'un véhicule routier affecté au transport des personnes handicapées. ».

3. L'article 83 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 2°, du mot « absolument » par le mot « essentiellement ».

4. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 83, du suivant :

« **83.1** Malgré le paragraphe 2° de l'article 83, la Régie peut délivrer un permis, en changer la classe ou en ajouter une autre si la personne qui en fait la demande démontre, selon le cas, à la satisfaction de la Régie :

1° qu'elle a développé des habiletés compensatoires qui la rendent capable de conduire un véhicule routier correspondant au permis de la classe demandée sans constituer un danger pour la sécurité du public;

2° qu'elle peut conduire un véhicule routier correspondant au permis de la classe demandée, en respectant des conditions reliées à son état fonctionnel, lesquelles la rendent capable de conduire ce véhicule sans constituer un danger pour la sécurité du public. ».

5. L'article 92 de ce code est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° un employé d'une organisation internationale gouvernementale reconnue par le gouvernement du Québec et un membre d'une représentation d'un État accrédité auprès de cette organisation, à l'exclusion d'un membre du personnel de service; » ;

2° par la suppression du paragraphe 4°;

3° par l'addition, à la fin du paragraphe 5°, des mots « , à l'exclusion d'un membre du personnel de service » ;

4° par le remplacement, à la première ligne du paragraphe 6°, de « 1° à 5° » par « 1° à 3° et 5° ».

6. L'article 107 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « sans délai son permis » par les mots « son permis à la date d'entrée en vigueur de la suspension ou de la révocation ou à toute autre date ultérieure fixée par la Régie. » ;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Si la Régie ne reçoit pas le permis de conduire dans les dix jours qui suivent la date prévue au premier alinéa, la personne est présumée, en l'absence de toute preuve contraire, ne pas s'être conformée à la demande de la Régie. ».

7. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 160, du suivant :

« **160.1** Une association de commerçants ou de recycleurs peut, selon la forme, les conditions et les modalités établies par règlement du gouvernement, se porter caution pour ses membres. Elle doit alors déposer une somme en garantie auprès d'une société de fiducie. Cette somme est fixée par la Régie. ».

8. L'article 191 de ce code est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, du mot « absolument » par le mot « essentiellement ».

9. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 191, du suivant :

« **191.1** Malgré l'article 191, la Régie peut ne pas suspendre un permis ou une classe de celui-ci ou annuler une telle suspension si le titulaire du permis démontre, selon le cas, à la satisfaction de la Régie :

1° qu'il a développé des habiletés compensatoires qui le rendent capable de conduire un véhicule routier correspondant au permis ou à la classe en cause sans constituer un danger pour la sécurité du public ;

2° qu'il peut conduire un véhicule routier correspondant au permis ou à la classe en cause, en respectant des conditions reliées à son état fonctionnel, lesquelles le rendent capable de conduire ce véhicule sans constituer un danger pour la sécurité du public. ».

10. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 211, du suivant :

« **211.1** Nul ne peut vendre, louer ou mettre à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offrir de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur un véhicule de promenade neuf, lorsque ce dernier ne porte pas la marque nationale de sécurité au sens de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (L.R.C. (1985), chapitre M-10) ou une déclaration de conformité délivrée en vertu de cette loi. ».

11. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 286, du suivant :

« **286.1** Quiconque contrevient à l'article 211.1 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 600 \$ à 2 000 \$. ».

12. L'article 293 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « pour des motifs de sécurité ou dans l'intérêt public » par les mots « au moyen d'une signalisation appropriée » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

13. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 293, du suivant :

« **293.1** La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut, au moyen d'une signalisation appropriée, restreindre ou interdire sur ce chemin, pour des motifs de sécurité, la circulation des véhicules ou de certains d'entre eux.

Dans le cas d'une municipalité, ce pouvoir est subordonné à l'autorisation du ministre des Transports, sauf urgence ; à défaut d'autorisation, le ministre peut enlever la signalisation en cause.

Nul ne peut conduire un véhicule routier en contravention à une signalisation installée en application du présent article, à moins que ce véhicule ne soit utilisé pour l'entretien de ce chemin ou pour l'installation ou l'entretien d'utilités publiques qui s'y trouvent. ».

14. L'article 314 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « troisième » par le mot « deuxième ».

15. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 316, du suivant :

« **316.1** Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient au troisième alinéa de l'article 293.1 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 600 \$ à 2 000 \$.

Cependant, dans le cas d'un véhicule de promenade, l'amende minimale est de 300 \$. ».

16. L'article 388 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du membre de phrase introductif et après le mot « vignettes » des mots « ou plaques » ;

2° par l'addition, après le paragraphe 2°, du suivant :

« 3° de toute forme de vignette ou de plaque identifiant une personne handicapée délivrée par une autre autorité administrative au Canada ou aux États-Unis. ».

17. L'article 463 de ce code est modifié :

1° par la suppression de la deuxième phrase du premier alinéa ;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « ou, s'il s'agit d'un permis délivré en vertu de l'article 633, aux conditions et sur paiement des droits fixés par le ministre. ».

18. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 464, des suivants :

« **464.1** Nul ne peut, à moins d'être titulaire d'un permis d'escorte, fournir un service d'escorte d'un véhicule hors normes lorsque les conditions se rattachant au permis spécial autorisant la circulation de ce véhicule exigent que celle-ci se fasse sous escorte.

« **464.2** Le conducteur d'un véhicule qui escorte un véhicule hors normes dans les circonstances visées à l'article 464.1 doit porter avec lui le permis d'escorte. ».

19. L'article 466 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

20. L'article 467 de ce code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

21. L'article 468 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

22. L'article 470 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

23. L'article 473 de ce code est remplacé par les suivants :

« **473.** Le propriétaire ou le locataire d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers ou le transporteur visé au titre VIII.1 qui en est responsable ne peut, à moins qu'il n'obtienne un permis spécial de circulation délivré à cette fin, laisser circuler ce véhicule ou cet ensemble de véhicules lorsqu'il transporte un chargement ou est muni d'un équipement :

1° excédant la largeur maximale du véhicule ou de l'ensemble de véhicules à l'endroit le plus large de celui-ci ou de ses accessoires obligatoires ;

2° excédant la longueur maximale du véhicule ou de l'ensemble de véhicules de plus de 1 mètre à l'avant ou de 2 mètres à l'arrière.

Le permis spécial de circulation est délivré aux conditions et aux formalités établies et sur paiement des droits fixés par règlement ou, s'il s'agit d'un permis délivré en vertu de l'article 633, aux conditions et sur paiement des droits fixés par le ministre.

« **473.1** Nul ne peut conduire un véhicule ou un ensemble de véhicules visé à l'article 473 à moins qu'il ne porte avec lui le permis spécial de circulation. ».

24. L'article 509 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après « 423, » de « 473.1, ».

25. L'article 512 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de « ou 422 » par « , 422 ou 464.2 ».

26. L'article 513 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « conducteur », des mots « d'un véhicule routier ou » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le nombre « 621 », de « ou à une condition fixée en vertu de l'article 633 » ;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le nombre « 621 », de « ou à une condition fixée en vertu de l'article 633 »;

4° par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

« Le titulaire d'un permis d'escorte qui contrevient à une disposition réglementaire dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe 20.3° de l'article 621 commet une infraction et est passible d'une amende de 600 \$ à 2 000 \$.

En outre de l'amende, dans le cas d'une déclaration de culpabilité pour une première récidive commise au cours d'une même période de validité d'un permis spécial de circulation ou d'un permis d'escorte, le permis délivré à ce titulaire pour le véhicule conduit lors de ces infractions ainsi que le droit d'obtenir un tel permis pour un autre véhicule sont suspendus pour une période de trois mois et, dans le cas d'une deuxième récidive commise au cours d'une même période de validité d'un permis spécial de circulation ou d'un permis d'escorte, tout permis spécial de circulation ou tout permis d'escorte délivré à ce titulaire, selon qu'il s'agit d'une infraction visée au deuxième ou au troisième alinéa, ainsi que le droit de celui-ci d'obtenir un tel permis pour d'autres véhicules sont suspendus pour trois mois.

Si le véhicule qui est hors normes quant à la charge par essieu ou quant à la masse totale en charge circule, en contravention aux dispositions visées au premier, deuxième ou troisième alinéa, sur un pont ou un viaduc où une signalisation interdit la circulation des véhicules hors normes, les amendes prévues aux premier, deuxième et troisième alinéas sont portées au double. ».

27. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 513, du suivant:

« **513.1** Quiconque contrevient à l'article 464.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 600 \$ à 2 000 \$. ».

28. L'article 517 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa et dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

« Si le véhicule qui est hors normes quant à la charge par essieu ou quant à la masse totale en charge circule sur un pont ou un viaduc

où une signalisation interdit la circulation des véhicules hors normes, les amendes prévues au premier alinéa sont portées au double. ».

29. L'article 517.1 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa et dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Si le véhicule qui est hors normes quant à la charge par essieu ou quant à la masse totale en charge circule sur un pont ou un viaduc où une signalisation interdit la circulation des véhicules hors normes, les amendes prévues au premier alinéa sont portées au double. ».

30. L'article 519 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

31. L'article 519.10 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique pas aux bagages à main. ».

32. L'article 519.20 de ce code est remplacé par le suivant :

« **519.20** Un transporteur ne peut autoriser la circulation d'un autobus dans lequel des bagages, du fret ou de la messagerie ne sont pas distribués ou arrimés conformément à l'article 519.10. ».

33. L'article 521 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant :

« 5° les véhicules servant principalement à un transport de biens et dont la masse nette est supérieure à 3000 kg sans excéder 5500 kg ; ».

34. Ce code est modifié par le remplacement de l'article 552 par le suivant :

« **552.** Lorsqu'une personne est dans l'une des situations visées aux paragraphes 2° et 3° de l'article 81 et aux paragraphes 2° et 3° de l'article 190, la Régie peut, avant de rendre une décision, aviser cette personne de lui fournir, dans les 60 jours de la date de l'avis, un rapport circonstancié d'un médecin ou d'un optométriste, selon le cas, établissant à la satisfaction de la Régie :

1° dans les cas visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 81, qu'elle est apte à conduire un véhicule routier correspondant au permis de la classe demandée sans constituer un danger pour la sécurité du public;

2° dans les cas visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 190, qu'elle est apte à conduire un véhicule routier correspondant au permis de la classe qu'elle possède sans constituer un danger pour la sécurité du public.

Ce rapport peut être accompagné d'autres documents provenant d'un établissement de santé ou d'un autre professionnel de la santé régi par le Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) ou, dans le cas d'un conducteur professionnel, d'un avis de l'employeur de la personne.

Sur réception du rapport circonstancié ou, en cas de défaut par la personne de fournir un tel rapport, à l'expiration du délai de 60 jours, la Régie rend la décision appropriée. ».

35. L'article 619 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 6°, des suivants :

« 6.1° fixer, selon la nature et la classe du permis demandé, le délai minimum qu'une personne qui a échoué un examen de compétence visé à l'article 67 doit respecter avant de subir à nouveau un tel examen;

« 6.2° établir, selon la nature et la classe du permis demandé, les conditions et les formalités additionnelles auxquelles une personne qui a échoué un examen de compétence visé à l'article 67 doit se soumettre pour obtenir un permis ou une classe de permis; »;

2° par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant :

« 8° établir les normes médicales et optométriques identifiant les maladies, les déficiences et les situations où se trouve une personne, qui sont considérées comme étant essentiellement ou relativement incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier ou d'une catégorie ou sous-catégorie d'entre eux; ».

36. L'article 620 de ce code est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant :

« 3.1° établir la forme, les conditions et les modalités selon lesquelles une association de commerçants ou de recycleurs peut se porter caution pour ses membres; ».

37. L'article 621 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les paragraphes 15° et 17°, des mots « véhicules automobiles » par les mots « véhicules routiers » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 20°, des suivants :

« 20.1° déterminer la forme et le contenu d'un permis d'escorte de véhicules hors normes et désigner une personne habilitée à le délivrer ;

« 20.2° fixer les droits exigibles pour l'obtention d'un permis d'escorte de véhicules hors normes, établir les conditions d'obtention d'un tel permis, y compris prévoir le dépôt d'un cautionnement, sa nature et son montant, et déterminer les conditions se rattachant à ce permis, y compris les rapports que le titulaire doit communiquer à la personne habilitée à délivrer le permis d'escorte ;

« 20.3° déterminer, parmi les dispositions d'un règlement pris en vertu du paragraphe 20.2°, celles dont la violation constitue une infraction ; » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 27°, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier » ;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 35°, des mots « d'ensemble » par les mots « de véhicules routiers ou d'ensembles ».

38. L'article 633 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « véhicule automobile » par les mots « véhicule routier ».

39. La publication du projet de Règlement modifiant le Règlement sur la vérification mécanique et sur les normes de sécurité des véhicules routiers faite à la *Gazette officielle du Québec* du 11 avril 1990 tient lieu des formalités de publication prévues à la section III de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1).

40. Le Règlement sur les normes médicales et optométriques pour la conduite d'un véhicule routier et sur les conditions dont un permis peut être assorti, adopté par le décret 32-89 du 18 janvier 1989, est modifié par le remplacement du mot « absolument » par le mot « essentiellement » partout où il se trouve.

Ce règlement est réputé édicté en vertu du paragraphe 2° de l'article 619 du Code de la sécurité routière ainsi qu'en vertu du

paragraphe 8° de l'article 619 de ce code, tel que remplacé par le paragraphe 2° de l'article 36 de la présente loi, jusqu'à ce qu'un nouveau règlement, édicté en vertu du paragraphe 8° de l'article 619 de ce code, entre en vigueur.

41. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).